

12.01.2015 Les défis de 2015

Faire preuve d'humanité face aux drames humanitaires, accepter la vérité des situations de détresse économique, et respecter la démocratie des peuples qui s'expriment librement, tels seront les principaux défis européens pour 2015.

Les valeurs d'humanité sont-elles encore au programme des politiques européennes ? C'est en Méditerranée que cette question se pose désormais. L'Italie est sans doute en train de sauver l'honneur des démocraties européennes en maintenant « Mare nostrum », une politique coûteuse qui détecte les embarcations en détresse et cherche à leur porter secours avant que les centaines de réfugiés qui y ont pris place ne meurent noyés comme des milliers de victimes avant eux. Jusqu'à ce jour, l'Europe se refuse à soutenir l'Etat italien pour continuer et amplifier cette politique. Par contre, elle est soutenue par le peuple sicilien dont les côtes, particulièrement à Lampedusa, reçoivent la plupart de ces migrants. Ainsi Marine Le Pen, venue il y a plusieurs mois faire sa pub anti-immigrés et anti-européenne devant les centres d'hébergement de l'île sicilienne avait-elle été copieusement sifflée par les habitants révoltés de se voir reprocher d'avoir porté secours et arraché à une mort certaine des malheureux, y compris de nombreux enfants. Car personne ne vit de la même façon une situation de détresse humaine selon que l'on en est les témoins directs ou non. Et l'Europe du Nord devra bien se résoudre à admettre que l'Italie doit être soutenue afin que l'attitude d'humanité reste la seule option acceptable face aux drames les plus tragiques.

La vérité est-elle encore une valeur au programme des politiques économiques ? Car l'heure de vérité est en train de sonner en Grèce pour la politique économique européenne. Et cette vérité est simple : les réponses des « économistes officiels » à la crise ont poussé le peuple grec à bout. Après cinq années de sacrifices que l'on ne peut imaginer quand on vit en France où la crise a été, à ce jour, incomparablement moins sévère, le peuple grec pourrait sonner la révolte par les urnes en élisant un gouvernement « anti-austérité », prêt à se mettre en opposition avec la « troïka » qui orchestre le soutien européen. Un dialogue s'en suivra obligatoirement entre les futurs dirigeants grecs et la toute récente commission Juncker. L'issue de ce dialogue sera capitale pour éviter l'éclatement de l'Union européenne, car le peuple grec n'est pas le seul peuple mis dans une situation insupportable. Un tournant sera pris si la vérité grecque s'impose face aux dogmes économiques dominants, c'est à dire, pour dire les choses très simplement, si les économies les plus prospères acceptent de contribuer davantage au redressement de ceux qui ont le plus souffert.

La démocratie est-elle encore un principe majeur pour les chefs d'Etats européens ? La question s'est posée avec force au Royaume Uni quand l'Ecosse a voté à propos de son indépendance. Toutes les promesses faites pour empêcher la victoire du « yes » seront sans lendemain si le peuple écossais devait relâcher sa pression ! En Catalogne, le gouvernement espagnol ne veut rien entendre de la volonté du peuple catalan. Il est même en train d'instaurer un « délit de démocratie », puisque le Président de la Generalitat de Catalunya, Artur Mas, est traîné en justice pour avoir organisé, « illégalement » selon la justice espagnole, un referendum dans son pays, en application des principes démocratiques les plus basiques. Le même déni de démocratie atteint le gouvernement français, et si Manuel Valls a choisi de s'exprimer à Madrid durant les fêtes de fin d'année pour s'opposer frontalement aux aspirations du peuple catalan, c'est pour inscrire la France dans la même perspective politique, celle des chefs de gouvernement qui refusent de dialoguer avec les peuples sans Etat qui aspirent à leur émancipation.

Aussi, le peuple corse sera probablement traité avec le même mépris lorsque viendra l'heure des réponses officielles aux demandes de l'Assemblée de Corse, pourtant votées à une très large majorité. Et en Corse, comme en Catalogne ou en Grèce, la force des urnes devra imposer la raison du peuple corse face aux positions de blocage obstiné des pouvoirs dominants. A cet effet une voie peut s'ouvrir enfin lors des territoriales de décembre prochain.

Tandu, forse, 2015 sarà una bella annata pà a Corsica. Cusì sia, è, à tutti, Pace, Salute, è Libertà !